

Comme l'a souligné l'intervention/extrait précédent, l'énergie constitue l'un des axes cruciaux d'intervention pour tout projet de transition écologique prenant au sérieux la menace sans précédent que fait peser le changement climatique sur nos sociétés. Mais l'énergie, présente en permanence et partout dans nos vies quotidiennes, loin de se cantonner aux seuls enjeux écologiques, a des **implications sociales majeures**, qui se font toujours plus sentir dans notre pays comme ailleurs. Pêle-mêle : depuis avril, sur les marchés de gros internationaux, le prix du gaz a quadruplé. En France, le prix du gaz a augmenté de 10%, 5% et 8,7% en juin, juillet et août et une autre hausse de près de 13% est prévue en octobre. En Espagne, l'électricité a augmenté de 37% en un an. L'Italie a annoncé pour le prochain trimestre des hausses de 30% des prix du gaz et de 40% des prix de l'électricité. Les Etats peinent à compenser totalement ces augmentations aux facteurs multiples (augmentation de la demande mondiale, conditions météorologiques ayant nuit à la production, enjeux géopolitiques, libéralisation du secteur de l'énergie...).

On le voit, lorsqu'il s'agit d'énergie, il convient de penser l'ensemble de la chaîne : celle de la production (qui induit aussi la question du transport de l'énergie) et celle de la consommation. Evidemment ces deux dimensions sont liées par des relations réciproques difficiles à simplifier. Toujours est-il que pour prendre le problème dans sa globalité, il faut agir à la fois sur ces deux sphères.

Pour la **production**, on peut se demander ce que l'on produit, dans quel but, à quel prix (écologique, social, économique) et pour quels résultats. Il s'agit de jouer sur le mix énergétique et d'évaluer les avantages et inconvénients de chaque source d'énergie, en quantité comme en qualité.

Dans notre **vie quotidienne**, l'énergie est partout : pour nous chauffer, pour cuire, pour faire fonctionner tous nos appareils électroniques... Dans cette sphère et des usages et de la

consommation, on pourrait dire que deux grandes logiques d'intervention existent, et parfois s'affrontent : la sobriété et l'efficacité. Elles sont parfois confondues mais ne désignent pas exactement la même chose : la sobriété se rapporte au fait de réduire la consommation finale d'énergie par un changement de nos pratiques collectives et donc de nos besoins en énergie. L'efficacité, quant à elle, consiste en la recherche d'une utilisation optimale de l'énergie, sans nécessairement se poser de question sur les besoins qu'elle cherche à satisfaire. On pourrait ainsi tout à fait imaginer avoir des études pour rendre moins gourmand en énergie des écrans publicitaires, sans pour autant se poser de questions sur l'intérêt de l'existence d'un tel dispositif.

Actuellement, on peut dire que les discours sur l'efficacité sont davantage mis en application que ceux sur la sobriété, nécessités économiques obligent. Au risque, parfois, d'oublier deux écueils bien connus à éviter : l'effet parc et l'effet rebond. **Le concept d'effet parc** fait référence au piège que peut parfois constituer l'utilisation massive d'un dispositif technique devenu indispensable : si l'on pense à la voiture, il faut la réparer régulièrement, voire, au bout d'un certain temps, la remplacer. Le parc de véhicules motorisés dans le monde se chiffre à 1,4 milliard. On voit bien les problèmes que cela peut poser. Que l'on pense aux éoliennes ou aux centrales nucléaires, selon vos convictions sur le sujet, il est nécessaire de penser sur le long terme et à l'échelle mondiale : qu'impliqueraient nos choix si l'on devait les généraliser à l'ensemble de l'humanité et remplacer ces dispositifs à intervalles réguliers (bien évidemment, à supposer que l'on souhaite que l'ensemble des habitants de la planète partagent des standards de vie communs).

L'effet rebond est une conséquence souvent observée de l'optimisation de la consommation d'un dispositif dans le but de produire une baisse mécanique de la consommation globale. Or, si l'augmentation du nombre de ces dispositifs augmente, il arrive souvent que cela compense la diminution individuelle. Si l'on prend **l'exemple fictif des smartphones**, en imaginant que de nombreux progrès aient été réalisés sur chaque appareil du point de vue de la consommation

individuelle, on pourrait observer, à l'échelle globale, que l'augmentation du nombre de ces appareils compense l'amélioration de leur efficacité énergétique.

Cette longue introduction **n'a pas pour objectif de décourager** qui que ce soit mais bien de poser certains problèmes qu'il nous faut affronter frontalement, notamment celui de nos besoins, individuels mais surtout collectifs : **quels sont nos besoins en énergies ? Lesquels sont non-négociables ? Pourquoi ? Quelle énergie voulons-nous, à quelles échéances ? Qu'accomplissons-nous déjà en tant que collectivité et quelles sont nos marges de manœuvres ?** Autant de questions ouvertes qu'il s'agit de discuter ensemble.

Ce soir, un certain nombre de propositions vont être faites et toutes ne pourront pas être votées en Conseil Municipal, du fait de la **limitation des compétences** d'une collectivité territoriale telle que la nôtre, notamment sur un sujet à la dimension aussi internationale que l'énergie. L'administration est cependant là pour vous éclairer sur ce qui est déjà réalisé par la ville et ce qui, en l'état actuel de l'organisation territoriale française, peut-être ou non envisagé à l'échelle communale. Tous ces débats, loin d'être source d'impuissance, doivent **nourrir la réflexion sur les échelles** pertinentes des actions à envisager : votre voix peut être portée par vos élus aux échelons supérieurs mais votre mobilisation citoyenne collective peut avoir autant, si ce n'est plus d'impact. En définitive, ce qu'il s'agit d'essayer de construire ici, c'est un premier espace de délibération, à ce jour inexistant, sur nos besoins en énergie.